

Les inégalités socio-économiques comme obstacle au développement

Essai sur le dernier Rapport du PNUD

Stavros Tombazos

Chercheur à l'Institut européen de Chypre

La science économique constitue aujourd'hui le «noyau dur » de la pensée unique. Le marché libre «mondialisé » est déclaré une sorte de *deus ex machina*, supposé capable de résoudre les problèmes urgents de l'humanité. Le progrès social est censé suivre le progrès strictement économique de manière mécanique et automatique.

Dire que les choses ne sont pas ainsi et que le progrès économique est une notion souvent opposée à celle du progrès social n'a rien d'original. Lorsque, cependant, cette problématique est traitée et statistiquement documentée par l'ONU, elle stimule de nouveau la réflexion. À partir d'un vaste travail de collection de données et d'élaboration des indicateurs statistiques, le *Rapport pour le développement humain, 2000* des Nations Unies permet de dessiner l'état actuel des inégalités dans le monde et de mettre en évidence l'énorme gaspillage des acquis économiques en termes de «développement humain ».

L'indicateur du développement humain (IDH) combine trois critères : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par tête. Chaque critère est statistiquement évalué sur une échelle de 0 à 1. L'IDH est la moyenne¹ des valeurs ainsi obtenues. Il a été calculé pour 174 pays.

Permettant la comparaison entre différents pays, l'IDH montre aussi les inégalités entre zones géographiques. Les 174 pays

¹ Sur la méthodologie statistique, voire UNDP, *Human Development Report. 2000*, Oxford University Press, p. 269.

sont classés en trois groupes selon le niveau de leur développement humain : élevé, moyen et faible. Les pays du premier groupe présentent des valeurs supérieures à 0,800 (46 pays), les pays du second groupe des valeurs entre 0,500 et 0,800 (93 pays) et les pays du troisième groupe des valeurs inférieures à 0,500 (35 pays). Le tableau 1 offre une image générale de ces inégalités.

Malgré les inégalités géographiques importantes que l'on constate à partir de cet indicateur, celles-ci sont significativement sous-estimées. Ceci tient notamment aux modalités du calcul de la valeur du critère de revenu fondées sur l'idée simple (et correcte) que plus le revenu par tête croît, moins il contribue au développement humain.² Ainsi, pour un pays développé moyen, par exemple l'Irlande, avec un revenu par tête de 21 482 dollars (en dollars de 1995) en 1998, on obtient une valeur du critère en question de 0,896. Le même critère pour un pays en voie de développement moyen, disons le Viêt-nam, avec un revenu par tête de 1 689 dollars, présente la valeur de 0,472. Alors que la ratio des revenus des deux pays est environ 13, la ratio des valeurs des critères des revenus est environ 2.

Tableau 1 : L'IDH de quelques régions du monde ou pays en 1998

² Sans entrer dans les détails techniques, il n'est pas difficile de comprendre que 1 000 dollars supplémentaires pour une personne dont le revenu par tête est de 20 000 sont beaucoup moins importants que pour une personne dont le revenu est de 2 000 dollar. Le calcul statistique de la valeur du critère de revenu (échelle de 0 à 1) ne fait que prendre en considération cette réalité.

	IDH
OCDE	0,893
Europe de l'est et CEI	0,777
Amérique latine et Caraïbes	0,758
Asie de l'est sans la Chine	0,716
Chine	0,706
Asie du sud-est et Pacifique	0,691
Pays arabes	0,635
Asie du sud	0,560
Afrique sub-saharienne	0,464

Si l'on s'intéresse donc aux inégalités proprement dites, on ne peut se passer d'un critère plus « classique », comme le revenu par tête pris tel qu'il est. Pendant la période 1980-1998, le revenu par tête moyen des pays en voie de développement (en dollars de 1995) n'est monté que de 1 750 à 3 200 dollars, alors que dans les pays de l'OCDE il est monté de 8 690 à 20 390 dollars. La différence entre le revenu par tête moyen des pays de l'OCDE et des pays en voie de développement est donc montée de 7 520 en 1980 à 17 190 dollars en 1998. Dans certaines régions comme l'Afrique sub-saharienne, la croissance du revenu par tête est extrêmement faible. Ce dernier, de 1 070 en 1980 est monté à 1520 dollars en 1998, s'élevant ainsi à un rythme de croissance de 25 dollars par an.

Les pays à revenu par tête élevé ont vu croître leur revenu de 10 040 dollar en 1980 à 23 900 en 1998, les pays à revenu par tête moyen de 3 590 à 6 110 et les pays à revenu faible de 560 à 2 220, alors que le revenu par tête mondial est passé de 2 970 à 6 400 dollars.

Il en résulte donc que tous les pays ne profitent pas dans la même mesure de la fameuse « mondialisation », puisque celle-ci rend les riches encore plus riches et les pauvres, comparativement au moins, encore plus pauvres. Le revenu de l'Afrique sub-saharienne représentait 36% du revenu par tête mondial en 1980 et 23,7% en 1998. Les pourcentages

respectives des pays de l'OCDE sont 292% et 318%. La « mondialisation » néolibérale ne rend donc pas le monde plus homogène. Au contraire, elle « éloigne » les continents et les hémisphères.³

Si l'on combine maintenant les données sur les revenus et les IDH, on constate une triste réalité. Les revenus croissent à un rythme élevé dans les régions du monde où cette croissance contribue peu au développement humain, en raison des revenus par tête déjà élevés. En revanche, là où les revenus auraient un effet déterminant sur le développement humain, ils augmentent à un rythme faible. *Nous vivons donc une intense discordance des rythmes du développement économique au sens strict et du développement humain. L'accumulation capitaliste mondiale, rationnelle (peut-être) selon ses propres critères immanents, distribue mal les acquis économiques à l'échelle planétaire⁴, ralentissant ainsi dramatiquement le développement humain potentiel.*

De la combinaison des données sur les revenus et des IDH, on peut tirer une seconde conclusion intéressante. *Le développement humain ne dépend pas principalement de l'élévation du rythme de croissance du PIB et du revenu par tête*

³ « En 1999, la fortune cumulée des 200 personnes les plus riches a atteint 1 135 milliards de dollars, contre 1 042 milliards en 1998. A titre de comparaison, les 582 millions d'habitants des pays les moins avancés ont totalisé un revenu cumulé de 146 milliards de dollars. » *Human Development Report*, op. cit. p. 82.

⁴ A ce propos, le récent livre de Michel Husson, *Six milliards sur la planète, somme - nous trop ?*, Textuel, Paris, 2000, traitant aussi certains aspects écologiques de la répartition des ressources productives et notamment des technologies énergétiques, est particulièrement intéressant. On peut se référer également au livre de Michel Beaux, *Le basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme*, La Découverte, Paris, 1997, ainsi qu'au livre classique de Ulrich Beck, *Die Risikogesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1986, qui traite la logique de la (mauvaise) gestion des risques ou des nuisances des technologies modernes au niveau planétaire.

mondiaux, mais d'une répartition plus équitable des ressources productives et des revenus mondiaux.

On constate un phénomène analogue dans le cadre national : *la croissance du PIB ne se traduit pas automatiquement en développement humain, car celui-ci dépend principalement des politiques sociales, visant l'amélioration du niveau de l'éducation et de la santé, c'est-à-dire des modalités de la redistribution sociale des revenus.* En Guinée, par exemple, le revenu par tête a été de 1 782 dollars en 1998 contre 1 689 dollars au Viêt-nam. L'IDH cependant de ce dernier pays a été de 0,671 contre 0,394 en Guinée. En Thaïlande, le revenu a été seulement de 5 456 dollars contre 10 158 en Arabie saoudite. Dans ce dernier pays cependant, l'IDH n'excède celui de la Thaïlande (0,747) que de 0,003. Comme il est noté dans le *Rapport*, « la relation entre le bien-être économique et le développement humain n'est ni automatique, ni évidente. » Et c'est d'ailleurs pour cette raison que ses écrivains soulignent l'importance de la « *société civile* » et des « *institutions intermédiaires* ». Comme disait P. Bourdieu, « ce n'est pas le marché [...] mais le mouvement social qui a "civilisé" l'économie de marché. »⁵

Il est également remarquable que les IDH ont diminué en termes absolus dans certaines régions du monde pendant les dernières années ou décennies. Ceci concerne certains pays de l'Afrique, de l'Europe de l'est et de la CEI. L'épidémie du sida et les conflits militaires, diminuant l'espérance de vie de manière drastique, font chuter les IDH des pays africains. Dans les pays à économie en transition, la baisse des IDE est due aux modalités de la restauration du marché et à leur insertion dans le système international.

⁵ « Pour un mouvement social européen », *Le Monde diplomatique*, juin 1999.

L'IDH examine les moyennes nationales, permettant ainsi la comparaison du développement humain entre nations diverses. De manière directe, il n'offre aucun renseignement quant à la distribution sociale des acquis économiques au sein de la nation. Ce « trou » remplissent les Indicateurs de la pauvreté humaine, IPH-1 pour les pays en développement et IPH-2 pour les pays développés.

L'IPH-1 se base sur trois « privations » de l'existence humaine, dont il est la moyenne :

1. l'espérance de vie inférieure à 40 ans en % de la population (P1)
2. l'analphabétisme de la population au-dessus de 15 ans (P2)
3. la privation d'accès à trois biens de première nécessité (P3) : à l'eau jugée de qualité suffisante, à une nourriture suffisante (% des enfants au-dessous de 5 ans à poids insuffisant) et aux services de santé, P3a, P3b et P3c respectivement.

L'IPH-1 est calculé pour 85 pays. Neufs pays ont des taux inférieurs à 10%. Dans 29 pays, les taux de pauvreté sont supérieurs à 33%. Dans 8 pays, les IPH-1 sont supérieurs à 50%. Le tableau 2 présente analytiquement les valeurs de l'IPH-1 dans quelques pays.

Tableau 2 : Taux de pauvreté (en %) dans quelques pays en voie de développement
en 1998

	Ordre de classement sur 85 pays	P1	P2	P3*			IPH-1**
				P3a	P3b	P3c	
Costa Rica	2	3,9	4,7	4	2	3	4
Cuba	3	4,4	3,6	7	9	0	4,6

Brésil	21	11,3	15,5	24	6	***	15,6
Chine	30	7,7	17,2	33	16	***	19
Algérie	42	8,8	34,5	10	***	13	24,8
Egypte	55	9,9	46,3	13	12	12	32,3
Inde	58	15,8	44,3	19	53	25	34,6
Nigeria	62	33,7	38,9	51	36	33	37,6
Zambie	64	46,2	23,7	62	24	25	37,9
Sénégal	73	28	64,5	19	22	60	47,9
Mozambique	79	41,9	57,7	54	26		50,7
Ethiopie	83	42,1	63,7	75	48	45	55,3
Niger	85	35,2	85,3	39	50	70	64,7

*Selon les données disponibles les plus récentes entre 1990-1998 pour P3a et P3b et entre 1981-1993 pour P3c.

** $IPH-1 = [1/3(P1_+P2_+P3_)]^{1/3}$.

***En raison de l'indisponibilité des données pour calculer l'IPH, on prend la moyenne non pondérée (25%) de 97 pays.

Entre l'IDH et l'IPH, aucun rapport de correspondance linéaire n'est constaté. Des pays avec des IDH divergents présentent des IPH convergents. Le Guatemala par exemple, avec un IDH de 0,619, présente un taux de pauvreté de 29% , alors qu'en Tanzanie, où le taux de pauvreté est également de 29%, l'IDH se limite à la valeur de 0,415. D'autres pays avec des IDH convergents ont de IPH divergents.

Par conséquent, le phénomène de la pauvreté extrême, de l'analphabétisme, de la sous-nutrition n'est pas exclusivement dû à l'environnement international et à la dépendance extérieure, mais aussi, dans une large mesure, aux rapports de forces internes et au caractère déficitaire des politiques sociales dans certains pays en voie de développement, c'est-à-dire à la distribution interne des acquis économiques entre les classes

sociales, les régions, les sexes, les appartenances ethniques, les communautés, etc.

L'IPH-2 pour les pays développés est fondé sur 4 critères ou privations:

1. l'espérance de vie inférieure à 60 ans en % de la population (P1)
2. l'analphabétisme fonctionnel (selon la définition de l'OCDE) pour les personnes entre 16 à 65 ans (P2)
3. le chômage de long terme, c'est-à-dire supérieur à une année (P3)
4. le revenu : ménages disposant d'un revenu inférieur à 50% du revenu moyen des ménages en % (P4).

L'IPH-2 a été calculé pour 18 pays. Puisque, dans certains pays, les chiffres sont remarquables, nous les présentons au tableau 3.

Selon l'IPE-2, les Etats-Unis ont été classés à la dernière place dans le groupe des 18 pays examinés. En lisant l'ordre de classement en sens inverse, les Etats-Unis sont suivis par l'Irlande, le Royaume - Unie et la Nouvelle Zélande. Les meilleures places du classement occupent les pays scandinaves et les Pays-Bas, suivis par l'Allemagne, le Luxembourg, la France et le Japon.

Derrière les performances économiques des bastions du néolibéralisme se cache donc une réalité tout différente. Malgré les taux de chômage faibles, le monde anglo-saxon présente les taux de pauvreté les plus élevés des pays développés.

Paradoxalement, les pays que la presse internationale présente comme les modèles du monde industrialisé, les Etats-Unis pour les grands pays et l'Irlande pour les petits, ont les taux de pauvreté les plus élevés.

Tableau 3: La pauvreté dans quelques pays développés en 1998 (%)

	Ordre de classement	P1	P2*	P3	P4**	IPH-2***
Norvège	1	8,9	8,5	0,3	5,8	7,3
Suède	2	8,5	7,5	2,7	8,7	7,6
Pays-Bas	3	9,2	10,5	1,9	5,5	8,2
Allemagne	6	10,5	14,4	4,9	5,9	10,4
France	8	11,1	****	5,2	8,4	11,1
Japon	9	8,1	****	0,8	11,8	11,2
Italie	12	8,9	****	8,1	12,8	11,9
Royaume-Unie	16	9,6	21,8	2,1	10,6	14,6
Irlande	17	9,8	22,6	4,4	9,4	15,0
Etats-Unis	18	12,4	20,7	0,4	17,3	15,8

*Selon les plus récentes données entre 1994-1998

**Selon les plus récentes données entre 1987-1997

*** $IPH-2 = [1/4(P1_+P2_+P3_+P4_)]^{1/3}$

**** En raison des données indisponibles pour calculer le IPH-2, la moyenne non pondérée des pays avec des données, soit 15,1%, a été utilisée.

L'ordre de classement de 18 pays développés selon l'IPH ne reflète ni leur revenu par tête, ni leur développement humain, mais plutôt la tradition de leur politique sociale. En 1998, le revenu par tête était de 29 605 dollars aux Etats-Unis, alors qu'en Suède il se limitait à 20 659. Cependant, la valeur de l'IPH aux Etats-Unis était deux fois plus grande que celle de la Suède.

L'Indicateur du développement sexo-spécifique (IDS) est calculé sur la base des mêmes critères que l'IDH. L'IDS est

pratiquement l'IDH, révisé à la baisse pour prendre en considération les inégalités des sexes. La différence entre les deux indicateurs est d'autant plus grande que les inégalités sexo-spécifiques sont grandes. En revanche, en cas de distribution égale entre les sexes, la valeur de l'IDS coïncide avec celle de l'IDH. Ainsi, *l'écart entre l'IDS et IDH renvoie, très précisément, au gaspillage des acquis économiques et indique la valeur du développement humain potentiel perdue en raison des inégalités sexo-spécifiques.*

L'IDS a été calculé pour 143 pays. En aucun pays sa valeur n'est aussi élevée que la valeur de l'IDH ce qui montre le caractère universel des inégalités entre les sexes.

L'ordre de classement des pays selon l'IDS change par rapport à celui selon l'IDH. Quelques pays comme le Danemark, la France, la Nouvelle Zélande, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la Thaïlande, Jamaïque et Sri Lanka améliorent sensiblement leur classement. Le fait que dans ce groupe il y a des pays de niveau de développement très inégal et de particularités culturelles très différentes montre qu'une distribution des acquis économiques entre les sexes plus égalitaire ne dépend pas du niveau de développement et qu'elle est applicable dans un éventail de traditions culturelles très vaste.

Comme l'IDE est révisé à la baisse lorsqu'on prend en considération les inégalités sexo-spécifiques, il serait également révisé à la baisse si l'on prenait en considération toute autre inégalité : régionale, raciale, linguistique...

Les inégalités sont le facteur déterminant entravant le développement humain. L'économie donc, jugée d'après ce qu'elle prétend être, c'est-à-dire au service du bien-être de l'homme, est en panne. En réalité, ce n'est que la théorie libérale qui est en panne, car l'économie capitaliste elle-même, celle du «fétichisme de la marchandise», celle qui asservit le sujet à ses finalités propres, ne va pas aussi mal.

